

CONTRE-ARGUMENTAIRE

MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2025

TAXE ZUCMAN

Critique	→	Contre-argumentaire
« La taxe Zucman va faire partir les riches » et autre « exil fiscal »	→	Toutes les études sérieuses montrent le contraire, l'exil fiscal existe mais il est négligeable, et pris en compte dans le chiffrage de la mesure. Selon le Conseil d'Analyse Économique, organisme rattaché au Premier ministre, entre 0,003 à 0,03 % de la population s'exile fiscalement.
« Vous allez obliger des entrepreneurs à vendre leur entreprise pour payer l'impôt »	→	La taxe Zucman ne s'applique qu'aux très grandes fortunes, quelques milliers de contribuables en France, et non aux TPE/PME. La plupart des patrimoines génère à minima 7 % de rendement par an, ce qui dégage des marges de manœuvre suffisantes pour s'acquitter de l'impôt dû. En cas d'impossibilité manifeste de payer l'impôt, des solutions existent (c'est ce qui est prévu dans le texte qui a été voté à l'Assemblée nationale). Par exemple, si le patrimoine n'est pas liquide, le contribuable sera en mesure de régler à l'État son impôt directement en actions.
« La taxe Zucman va détruire nos entreprises »	→	La taxe Zucman ne coûte pas un centime aux entreprises, elle est prélevée sur les grandes fortunes, pas sur les entreprises.
« La taxe Zucman est inconstitutionnelle »	→	Qui peut sérieusement évoquer un risque d'inconstitutionnalité pour le motif que l'impôt serait confiscatoire quand on parle d'un impôt maintenant un socle de 100 millions de fortune, et permet au patrimoine des plus riches de continuer de croître de plus de 6 % par an au minimum ! La France par ailleurs prélève un impôt annuel sur le patrimoine depuis des siècles : la taxe foncière, sauf que celle-ci est payée par tous les propriétaires, la taxe Zucman uniquement par les 2000 plus grandes fortunes.

LES IMPÔTS NOUVEAUX/RECETTES

Critique	→	Contre-argumentaire
« Vous allez écraser les entreprises sous les charges »	→	Nos propositions n'augmentent pas d'un centime l'impôt sur les sociétés. Nos mesures sur les entreprises consistent à revenir sur les cadeaux réalisés par le macronisme et des aides non conditionnées.
« Vous ne savez faire que taxer »	→	90 % des impôts nouveaux que nous proposons de créer ne visent que les grandes fortunes, alors que le Gouvernement Bayrou proposait des impôts nouveaux sur tous les travailleurs, des impôts déguisés en suppression de jours fériés, avec l'année blanche, etc. Au contraire, nous baissons la CSG payée par tous les travailleurs gagnant moins de 1,4 fois le SMIC. Nous proposons également 14 milliards d'euros d'économies, soit 35 % de l'effort d'amélioration du déficit que nous proposons de réaliser.
« Vous ne savez proposer que des impôts, jamais d'économies »	→	Nous avons identifié dans notre plan 14 milliards d'euros d'économies. La différence avec Bayrou est que nous ne faisons pas d'économies qui saperaient la croissance ou détruiraient du service public. Nous assumons de faire 14 milliards d'euros sur le train de vie de l'État, sur les doublons dans des agences ou encore sur l'immobilier de l'État.
« Doubler la taxe GAFAM, c'est pénaliser la compétitivité de la France : ces géants vont répercuter le coût sur les consommateurs et les PME françaises. »	→	Faux : cette taxe ne touche ni nos PME ni les consommateurs, mais des firmes qui font des profits colossaux en France tout en les transférant au Luxembourg ou en Irlande. Aujourd'hui, ce sont nos classes moyennes et nos entreprises qui paient à leur place. Nous continuerons à pousser une solution européenne, mais en attendant, il est hors de question de rester les bras croisés face à des géants mondiaux qui utilisent nos infrastructures, nos données et nos consommateurs sans contribuer équitablement.

Critique	→	Contre-argumentaire
« Une nouvelle taxe sur la malbouffe, c’est une punition pour les foyers modestes. Et comme pour la taxe soda, on sait que ça ne change pas vraiment les comportementss »	→	Cette taxe n’est pas une punition, c’est une protection. Le vrai coût pour les foyers, ce sont les 80 à 120 milliards par an de maladies liées à la malbouffe. La taxe soda a déjà prouvé qu’une fiscalité comportementale peut réduire la consommation et améliorer la santé publique. Ici, chaque euro ira directement à la Sécurité sociale et à la prévention, pour casser le cercle vicieux entre malbouffe, maladies chroniques et inégalités sociales. L’objectif c’est qu’à terme cette taxe ne rapporte plus un euro à l’Etat : cela voudra dire que la qualité de l’alimentation proposée dans nos supermarchés s’est grandement améliorée.
« Vous allez casser la croissance avec toutes vos taxes »	→	Nous n’augmentons aucun impôt de production, nous n’augmentons pas l’impôt sur les sociétés. Nous taxons les grandes fortunes en premier lieu, pas les PME. Au contraire, grâce aux recettes prélevées sur les grandes fortunes, nous pouvons financer un plan de relance de l’investissement et de la consommation populaire qui rempliront les carnets de commande des entreprises françaises car nous ciblons des secteurs peu délocalisables (logement, transport, etc.) et la consommation du quotidien, dans l’épicerie ou le supermarché voisin. C’est le plan Bayrou qui risque de casser la croissance, et c’est ce que rappelle l’OFCE ! Notre plan est à l’inverse un plan de relance de l’activité.

NOUVELLES DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS

Critique	→	Contre-argumentaire
« La suspension de la réforme des retraites coûterait une fortune »	→	La réforme fait porter l'effort sur les ouvriers et les employés, et nous considérons cela injuste. Pour 2026 le coût de la suspension est chiffré. C'est 3 milliards d'euros, et nous proposons de le financer par la taxe Zucman, c'est-à-dire un impôt sur les grandes fortunes. Dans la foulée, nous confions aux partenaires sociaux l'objectif de définir une trajectoire de financement pour le retour à 62 ans, réellement sans totem ni tabou, contrairement au simulacre de dialogue proposé par Bayrou.
« Avec les socialistes c'est toujours la même chose : plus de dépenses publiques et plus de dette »	→	Pour les socialistes, les déficits et la dette sont des sujets sérieux. Nous l'avons prouvé entre 1997 et 2002 et entre 2012 et 2017. En 2017 quand nous laissons le pouvoir à Macron et ses politiques de droite, le déficit était à 2,5 % du PIB contre plus de 5 % aujourd'hui, la dette était maîtrisée, la croissance en hausse et l'emploi repartait. Nous n'avons donc aucune leçon de bonne gestion à recevoir de celles et ceux qui sont aujourd'hui sous la surveillance des agences de notation. Les 1 000 milliards de dette supplémentaire depuis 2017, c'est la facture de l'échec d'Emmanuel Macron.
« Vos promesses dépensières ne feront qu'aggraver l'état des finances publiques »	→	C'est tout l'inverse : nous présentons une trajectoire de réduction du déficit à 5 % en 2026 puis sous les 3 % en 2032, en cohérence avec la trajectoire que propose l'OFCE. Elle est au contraire plus réaliste que la trajectoire du Gouvernement qui ne prend pas en compte le fait que son austérité va brider la croissance et donc in fine les recettes de l'État. C'est un scénario à la grecque que Bayrou et son Gouvernement proposent. Notre alternative, propose elle une relance de l'activité, privé et publique, qui passe par des investissements. Notre plan prévoit plus de 14 milliards d'euros d'économies, ces économies sont chiffrées et documentées : les achats de l'État, le fonctionnement des agences, les retraites des anciens ministres, etc.

Critique	→	Contre-argumentaire
« Votre plan de relance, c’est juste de la dépense publique supplémentaire dans une État déjà obèse »	→	Ce n’est pas de la dépense, c’est de l’investissement. Chaque euro mis dans la rénovation thermique des bâtiments, les transports publics et la souveraineté énergétique crée des emplois, de l’activité, et <i>in fine</i> des recettes. A l’inverse, les 8 années écoulées nous montrent que les 210 milliards d’aides aux entreprises chaque année n’ont eu que peu d’effets bénéfiques. Par ailleurs les États-Unis, qui n’est pas connu pour ses politiques communistes, ont mis en place un plan de relance de 430 milliards d’euros en 2022 (étalé sur 10 ans)
« Les pays est déjà surendetté et vous proposez le recrutement de toujours plus de fonctionnaires »	→	Nous assumons d’investir dans l’école, les crèches et les hôpitaux : ce sont des services publics cruciaux. Nos classes sont les plus surchargées d’Europe, et l’hôpital public est au bord du précipice. Nous ne sacrifions ni la santé des français ni l’avenir de nos enfants. Ce qui coûte réellement, ce sont les déserts médicaux, les classes surchargées et les hôpitaux fermés. Ce qui coûte réellement c’est le sous-investissement dans les Outre-mer, les quartiers oubliés dans nos villes et les territoires ruraux délaissés. 1€ investi aujourd’hui c’est 5 ou 10 euros économisés dans les années à venir ! Oui ce sont des dépenses supplémentaires, nous l’assumons et nous les finançons, par des impôts sur les grandes fortunes.

IMPACT POUR LES ENTREPRISES

Critique	→	Contre-argumentaire
« En supprimant le crédit impôt recherche, vous allez casser l'investissement et l'innovation »	→	Nous ne supprimons pas le crédit impôt recherche, nous l'encadrons mieux. Aujourd'hui, ce dispositif profite massivement à de grands groupes qui délocalisent les activités de recherche malgré tout. Des pays comme les États-Unis, l'Allemagne et le Japon ont vu leurs investissements en recherche augmenter plus vite que la France alors qu'ils n'ont pas un CIR aussi généreux. Ce que nous proposons c'est de recentrer le dispositif sur les entreprises qui en ont vraiment besoin : les TPE et les PME, sur le modèle qui existe et fonctionne en Allemagne. Nous parlons ici de 2 milliards d'euros en moins pour les grandes entreprises, sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises chaque année, soit 1 %.
« Votre budget est un nouveau coup porté aux entrepreneurs »	→	Vous faites une confusion entre les entrepreneurs et les grandes fortunes : la majorité des recettes supplémentaires sont financées par les très fortunés, moins de 2 000 ménages, ceux qui peuvent se le permettre. Nous n'augmentons pas d'un seul centime l'impôt sur les sociétés Au contraire, notre plan de relance aura des retombées majeures pour les entrepreneurs, que ce soit le secteur du bâtiment, le secteur de l'énergie, les artisans et autres entreprises qui verront leurs carnets de commande se remplir. De plus, nous redonnons plusieurs milliards d'euros de pouvoir d'achat aux classes moyennes et populaires, sans que cela coûte un seul euros aux entreprises, en baissant la CSG sur les bas salaires. Ces 6 Md€ investis dans l'économie seront autant d'activité générée pour nos entreprises. Ce que veulent les entrepreneurs c'est avant tout la stabilité. Or les gouvernements passés, et Bayrou en est en ce moment l'illustration, n'en apportent pas. Avec ce budget, crédible et permettant la relance de l'activité nous offrons une réelle alternative.